

La Cagouille !



La Cagouille !
Numéro 18

La newsletter de la section charentaise
de Solidaires Finances Publiques

Jeudi 23 février 2023

CSAL « emplois » : une histoire de premières

La première instance de ce nouveau mandat s'est tenue en 2^{de} convocation le 18 janvier dernier. Il s'agissait d'une double première car c'est la première fois que cette nouvelle instance se réunissait.
Le compte-rendu et la déclaration liminaire sont à lire [ici](#)

Mobilisations réforme des retraites

A l'heure où la Cagouille vous écrit, 5 mobilisations ont eu lieu contre la réforme injuste et inutile des retraites : les 19 et 31 janvier puis les 8, 11 et 16 février. Nos articles et retour en images sur ce mouvement [à lire ici](#) (19 janvier) ou [ici pour le 31 janvier](#) mais également [en suivant ce lien](#) pour le 16 février.

Prochain rendez-vous le 7 mars, On lâche rien !

Un point calendaire :

21/02 : Formation Spécialisée du CSAL

028/03 : CDAS (sous réserve)

06/04 : CSAL

11/05 : CSAL

20/06 : Formation Spécialisée

En 2023, pense à toi, adhère !

La campagne d'adhésions et de renouvellement des cotisations bat son plein. Toutes les infos utiles sont à lire [ici](#) ou auprès de vos correspondant·es habituel·les !





CSAL « emplois » : Pourquoi avons-nous quitté l'instance ?
Nous reprenons dans la bulle ci-dessous la déclaration que nous avons lu au moment de notre départ

La déclinaison actée par la Direction locale des suppressions d'emploi ne relève que de votre seule responsabilité.

Sachez que rien dans les faits, rien dans les réalités des services, rien dans l'exercice des missions, rien dans les attentes des usagers, rien dans les logiques de chaînes de travail, rien en matière d'amélioration des conditions de travail, ne justifie vos arbitrages.

Nous ne pouvons apporter le moindre crédit à votre vision destructurante et mortifère de la DGFIP, de ses missions, de ses structures et des conditions de travail de ses agentes et agents. Nous réaffirmons que pour Solidaires Finances Publiques aucune suppression d'emplois n'est légitime.

Cette instance, qui n'a d'ailleurs pas de règlement intérieur et de mode de fonctionnement, ne sera sur ce point qu'une chambre d'enregistrement. Siéger sans discussion possible, sans marge de manœuvre, sans possibilité de modifier les projets, ce n'est pas notre vision du dialogue social.

En cohérence avec nos valeurs, nous décidons de quitter l'instance.

